

L'Hebdo adaire

Journal un peu chameau

Informations sur le projet AZAWAGH

N° 38 -12 mai 2020

Editeur responsable : Bernard Cardon de Lichtbuer, avenue des Camélias, 75, 1150 Bruxelles

www.azawagh.be

Edito

Chers amis d'Azawagh, tous confinés, en voie de déconfinement, tous solidaires.

Voici des nouvelles de nos amis du Niger.

Nous restons en contact quasi journalier par WhatsApp et internet.

Les activités continuent mais déjà les effets secondaires de la maladie commencent à se manifester et cela risque d'être plus grave que chez nous : pénuries alimentaires dues à la fermeture de frontières avec le Nigéria, absence d'acheteurs sur les marchés de bétail.

Grâce à la contribution importante d'une généreuse fondation privée, nous avons encore des munitions pour deux ou trois mois, mais ensuite nous comptons sur vous.

C'est plus que jamais le moment de marquer notre solidarité au-delà de nos frontières.

Nous n'avons pas la ressource d'organiser un évènement, film ou spectacle, compte tenu du confinement et perdons là une de nos importantes ressources financières.

Nous avons tenu le coup depuis quinze ans grâce à vous.

Merci, mille fois merci.

Continuons

Bernard Cardon de Lichtbuer, Président d'Azawagh ASBL

Nouvelles du projet

Cette année commence la phase trois du projet « Bois de village ». Les plantations auront lieu dans le courant du mois de juillet. En attendant, l'entretien, les arrosages, le gardiennage continuent comme prévu. Il a fallu acheter des produits pour se protéger contre insectes et rongeurs, ce qui prouve qu'il y a encore une certaine biodiversité dans la région. Les besoins en eau nécessitent le creusement de nouveau puits. Nous en avons creusé un second à Awilguine, à quelques kilomètres à l'est d'Adjangafa.

Par ailleurs, nous vous avons parlé de l'épidémie qui avait décimé la population d'ânes dans la région. Nous prévoyons d'en acheter une cinquantaine d'ici la fin juin.

Les arbres des précédentes campagnes sont encore très petits. Nous vous avons envoyé des photos dans le précédent numéro mais ce n'est pas encore très sexy.

En revanche une série de photos de l'histoire d'un puits vous permettront de vous en faire une idée.

Dernière info reçue d'Ortoudo ce 11 mai :

Bonjour Bernard

Tout d'abord je vous informe que le nouveau puits Awilguine est terminé. La population et les animaux ont commencé à boire l'eau de ce puits.

Les 10 arroseurs d'Adjangafa sont divisé en deux groupes de 5 personnes, le premier groupe puisent l'eau du premier puits et le deuxième groupe puisent l'eau du deuxième puits.

Je vous rappelle aussi que le puits de Takat (Tekinawane) a beaucoup d'eau maintenant.

Nos 4 ânes qui transportaient l'eau du puits au site de bois de village sont trop fatigués jusqu'à on leur a acheté deux sacs du son pour bien les nourrir.

C'est à cause de plusieurs problèmes causé par le Covid 19 que je suis toujours en brousse.

Les plants d'Adjangafa et de Tekinawane qui étaient en vie maintenant restent toujours en vie.

Il faut penser à moi, nous sommes en attente.

Ortoudo Bermo.

L'histoire d'un puits



Coronavirus

Nous vous faisons ci-dessous part de la situation résultant de ce fameux Coronavirus qui, comme vous le lirez, préoccupe surtout la population au point de vue économique. Le risque de famine est très présent. On évoque même les grandes famines de 1984.

Ortoudo nous écrit le 20 avril :

Je suis toujours en brousse, je suis obligé de rester là-bas, si non tout le monde est en bonne santé là-bas.

Seulement la populaire rencontre trop de problèmes, quand les gens amènent leurs bétails au Marché pour vendre personne n'achète pas, les commerçants ne viennent pas à cause de la maladie. Même au temps de famine en 1984 on n'a pas vu de genre de problèmes. Malgré la situation du covid 19 dans votre pays et dans le monde entier nous vous demandons de voir avec les bailleurs de fonds de nous venir en aide pour la nourriture. La population peulhs nord Tahoua et région d'Agadez c'est une population qui n'a même pas un député à l'Assemblée, ni un conseiller dans la commune, donc on ne peut pas avoir les ONG locales qui vont nous appuyer c'est pour ça nous lançons notre appel aux pays Européens.

Mail de Mamane du 24 avril

1. Au Niger depuis le premier cas constaté du virus importé par un Nigérien venant de la Côte d'Ivoire. Les premières dispositions prises :

- le contrôle des voyageurs au niveau des Aéroports, puis leur mise en quarantaine dans les hôtels spécialement dédiés à cet effet, ensuite c'est la fermeture de l'aéroport de Niamey, ainsi que du contrôle des frontières terrestres en examinant les passagers et en mettant en quarantaine, en suite la fermeture des frontières terrestres. Une campagne de sensibilisation au niveau de Niamey, puis des autres villes à l'intérieur du pays, puis partout au Niger. La mobilisation des acteurs de la santé (infirmiers, médecins, personnels) ainsi que l'armée pour lutter contre la pandémie. C'est en suite que les dispositions nécessaires à la lutte contre la pandémie ont été vulgarisées partout et tous les lieux de rassemblement ont été fermés, les écoles, mosquées, les restaurants, les bars et les lieux de rencontre ont été fermés. Tout cela a permis de lutter efficacement contre la progression du virus.

- Les écoles à Tahoua et Tchinta sont fermés. Certains élèves sont là dans l'internat et d'autres sont retournées dans leur familles.

2. Les mesures de confinement (à Niamey, Tahoua et en brousse)

Les mesures de confinement qui invitent la population à rester à la maison si ce n'est en cas de force majeure (se ravitailler au marché, aller à la boutique la plus proche) ont été appliquées par la majorité de la population à Niamey et dans les autres grandes villes du Niger.

La société Africaine est bâtie par la multiplication des rapports sociaux, les retrouvailles au cours des mariages, des baptêmes, des cérémonies dans les familles des s défunts. Le confinement a été respecté malgré certaines exceptions rares.

3. Cas recensés

*A la date du 23 Avril 2020 : 671 cas confirmés
24 décès, 256 guéris, 391 en cours de traitement.*

4. Situation des hôpitaux

A l'hôpital de Référence de Niamey ou sont gardés les cas confirmés, les malades décédés et les malades en traitement. Au Stade Général Seyni Kountche (terrain de football) ou le ministère de la santé a construit plus de 200 cases pour accueillir les malades.

(NDLR : Il semble que ce soit essentiellement la situation dans la capitale dont il est question. Pas d'info, jusqu'à présent sur le reste du pays.)

5. Mosquées

Le cas des manifestations signalés autour des mosquées a été fortement médiatisé. Mais ce que l'on constate c'est que beaucoup de musulmans ont accepté le confinement et continuent de respecter les barrières a la maladie

6. Alimentation

Ce qui inquiète les Nigériens c'est le transport des produits alimentaires qui s'est considérablement ralenti, en particulier en prévenance du Nigeria. C'est cela qui va impacter le prix des aliments dans les semaines à venir si rien n'est fait dans ce sens.

Mail de Mamane du 6 mai 2020

Depuis la fermeture des frontières, Adjangafa et Tekinawane vivent une situation critique de pénurie alimentaire. Le Covid 19 a amené des problèmes nombreux, dont l'accès aux marchés devenus impossible par manque de véhicules de transport par le confinement, il y'a la faim dans les familles, le bétail ne se vend pas, avant les prix était intéressant, mais aujourd'hui ce n'est pas le cas. Les prix sont bradés par les seuls acheteurs que sont les bouchers, il est urgent d'aider la population pour la fourniture des produits alimentaires de première nécessité, c'est ce que tentent d'organiser les ONG, les organisateurs humanitaires ainsi que la vente à prix modéré de l'administration, à ce jours Adjangafa et Tekinawane n'a rien reçu de tout cela.

Et puis certains élèves sont de retour au village ce qui accroît des problèmes des familles à côté des pauvres, des orphelins, des veuves.

A titre d'exemple les prix en ce mois d'avril 2020 et Avril 2019

- Sac de mil de 100 kg coûte 30.000 FCFA (46€) en avril 2020 contre 20.000 FCFA (30€) en avril 2019.

- Sac de Riz de 50 kg 25.000 FCFA (38€) contre 18.000 FCFA (27€) en avril 2019

- une chèvre 5.000 FCFA (8€) en avril 2020 contre 30.000 (46€) en avril 2020.

- une vache 80.000 (122€) en avril 2020 contre 300.000 FCFA (457€) en avril 2019

Il est difficile de trouver un acheteur d'animaux ce qui amène à retourner avec ses animaux non vendus, pendant ce temps le prix des aliments ne cesse d'augmenter.

Ici au Niger à Niamey et aussi en brousse comme les Nigériens appellent les contrées reculées comme Adjangafa et Tekinawane. La pandémie encore limitée, mais un arrêt de l'économie désastreux pour une population déjà très fragile.

De nombreuses familles se retrouvent dans un dénuement total, ce qui est très inquiétant pour l'avenir, c'est pourquoi nous demandons une aide alimentaire d'urgence pour 29 familles du village d'Adjangafa pour un coût de 5.600.000 FCFA (8.500 €) et 23 familles du village de Tekinawane pour un coût de 4.235.000 FCFA (6.455 €), mais si la situation perdure beaucoup d'autres familles les rejoindrons dans l'urgence.

Finances

Les dépenses propres au projet Bois de village s'élèvent à environ 15.000 € jusqu'à fin aout et ensuite encore environ 7.000 € jusqu'à la fin de l'année.

Par ailleurs, l'achat de ânes (partie non imputée au projet Bois de village) et les autres frais d'aide à la population, les frais généraux, l'aide exceptionnelle pour le matériel de protection contre le Covid 19 représentent environ 10.000 €.

Suite a l'apparition de l'épidémie de Covid 19, ce sont surtout les dégâts collatéraux qui vont se faire sentir comme expliqué ci-dessus.

L'aide alimentaire demandée par nos amis s'élève à ce jour à 15.000 €.

Nous espérons donc une large mobilisation de nos donateurs.

Vous pouvez verser vos dons

**Soit au compte IBAN BE75 0014 8192 2651 - BIC :
GEBABEBB**

de « Azawagh ASBL » (sans attestation fiscale)

Soit au compte IBAN BE10 2100 4715 6604 de Caritas
International avec la communication
« P1267/Azawagh/Niger »

avec attestation fiscale pour les dons de 40 € minimum.

Les dons effectués par une société sont également
déductibles mais le total des dons effectués ne peut
dépasser, par exercice social, 5% des revenus imposables
(ou encore un montant total maximum de 500.000
euros).

*Si vous ne souhaitez pas d'attestation fiscale, versez de
préférence au compte Azawagh, car Caritas International
prélève 8% sur les dons afin de couvrir ses frais.*

Situation sécuritaire et politique

Bonjour cher Bernard

Le massacre d'une centaine de civils (femmes et enfants) par notre propre armée est vrai, on l'a appris depuis le 27 avril 2020 par quelques éleveurs qui vit vers la frontière Mali- Niger.

L'armée a tués plus de 100 personnes femmes et enfants et plusieurs blessées. Ces blessés-là se sont réfugiées dans le territoire Malien près d'un marigot qui s'appelle " Toumale".

On a envoyé quelqu'un chez le Ministre Délégué de l'intérieur pour avoir plus de détail sur ce massacre. Les questions posées sont restées sans réponses.

Jusqu'à présent notre gouvernement n'a rien dit a propos de ce massacre.

Amitiés

Mamane

Nous reprenons ci-dessous un article qui donne une idée de la situation d'insécurité qui règne dans le pays, principalement à l'ouest, dans la zone des trois frontières (Niger, Mali, Burkina) et à l'ouest, (frontière avec le Nigéria).

Niger, cent-deux civils massacrés puis ensevelis dans des fosses communes

By

La redaction de Mondafrique

-

22 avril 2020

Cent-deux hommes arrêtés par l'armée fin mars-début avril ont été tués avant d'être ensevelis dans des fosses communes découvertes dans l'ouest du Niger

Une enquête de Nathalie Prevost

Un vieux touareg au bord d'une fosse commune identifiée

Cent-deux noms, soigneusement écrits à l'encre bleue d'une belle écriture d'instituteur ou d'agent d'état-civil. Cent-deux hommes, des jeunes pour la plupart, arrêtés par l'armée nigérienne entre le 27 mars et le 2 avril, autour d'Inates et d'Ayorou, dans la région de Tillabéri, à l'Ouest du Niger, près des frontières malienne et burkinabè. Cent-deux noms rangés sur cinq pages et organisés par lieux et par dates.

Éleveurs, agriculteurs ou, souvent, les deux à la fois, ces hommes ont vraisemblablement été tués presque immédiatement après leur arrestation et enterrés à la sauvette dans des fosses communes. Ils étaient presque tous Touaregs à peau noire. Des Bellas, comme on les désigne communément au Niger, appartenant à une caste inférieure. Quatorze étaient Peuls.

Entre Mali et Niger

Ces deux communautés nomades semblent désormais prises pour cibles par les forces de défense et de sécurité dans la commune d'Inatès, sans qu'on comprenne bien quel était l'objectif des forces de défense et de sécurité à travers ce ratissage en forme de massacre.

C'est la patrouille Almahaou (le tourbillon, en langue zarma), ex Dongo, basée à Ouallam, qui semble à l'origine de ces arrestations, opérées en deux temps : 48, entre le 27 et le 29 mars, sur le chemin ou au retour du marché d'Ayorou ; et les 54 autres dans les campements et au bord des puits, le 2 avril dernier. Cette force est supposée surveiller la zone frontière entre le Mali et le Niger, où sévissent les combattants de l'Etat islamique au Grand Sahara.

A Inatès, depuis 2018, plus de 20 000 personnes ont quitté la région, fuyant les incessantes attaques terroristes et criminelles frappant les éleveurs et volant leur bétail. Mais certains sont restés, les plus pauvres, les plus démunis, ceux qui n'avaient nulle part où aller, avec ce qui restait de leurs troupeaux.

Le 10 décembre dernier, à 5 km de la frontière avec le Mali, le camp militaire d'Inatès est attaqué à l'heure de la prière par des djihadistes qui neutralisent au mortier le centre de transmissions et les dépôts d'explosifs et de munitions avant de submerger les soldats. L'attaque, spectaculaire, fera officiellement 71 morts parmi les militaires nigériens, dont le commandant du camp.

Dans les semaines qui suivent, raconte un élu local, de nouveau, des habitants terrorisés ont décidé de partir. « Mais certains sont restés sur le territoire communal. Cela a été mal compris des autorités. Ils ont été considérés comme des complices des djihadistes, alors qu'ils n'avaient pas le choix : ils étaient obligés de rester sur place avec leurs animaux »,

explique-t-il. Pour lui, les rafles de fin mars constituent « en quelque sorte, une déclaration de guerre contre les populations d’Inatès. »

« La liste d’Inatès »

Noms et Prénoms	Localités d'origine	Date de détention
1- Jassa Ahmad	Jarey	29/03/2020
2- Mahamad Alladi	Jarey	29/03/2020
3- Mouzadine Saadino	Jarey	29/03/2020
4- Jajhdoune Culamèn	Tinnazagaz	28/03/2020
5- Amayal Zehyatou	Tidingalène	28/03/2020
6- Mahimidou Ibio	Tidingalène	28/03/2020
7- Mahimidou Kaouini	Tigazratène	28/03/2020
8- Ahmad Matinay	Tidingalène	28/03/2020
9- Alladi Imouzar	Tinnazagaz	28/03/2020
10- Almahmoud Akic	Kalachi	28/03/2020
11- Albachi Kinanata	Kalachi	28/03/2020
12- Mahimoud Acheh-Baye	Kalachi	28/03/2020
13- Hama-Koda Almahmoud	Tabarey - barey	27/03/2020
14- Assadek Hama-Koda	Tabarey - barey	27/03/2020
15- Bakodi Amayal	Tabarey - barey	27/03/2020
16- Ahmad Culamèn Anoual	Tabarey - barey	29/03/2020
17- Ghaldi Attaher	Timbiga	29/03/2020
18- Hamad-Goumar Bakodi	Tabarey - barey	29/03/2020

Intitulé sobrement « liste nominative des personnes arrêtées par l’armée nigérienne recherchées par les communautés », le document qui circule depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux est authentifié par le cachet et la signature du maire.

Il en a fallu, du courage, à ces leaders locaux pour consigner cette liste de noms et la remettre aux autorités administratives. Et à ces éleveurs éperdus d’inquiétude, n’ayant jamais fréquenté l’école,

vivant depuis toujours loin de tout, dans des campements situés jusqu’à 30 km d’Ayorou, le chef-lieu du département, pour se tourner vers leur conseil municipal et réclamer justice.

« Quand les parents des jeunes sont venus nous voir, nous avons établi cette liste puis nous l’avons transmise aux autorités administratives. Mais jusqu’ici, pas de réaction. Elles nous disent que les militaires n’ont pas de compte à lui rendre. » La Commission nationale des droits de l’Homme a été informée. « Nous-mêmes, on ne veut pas trop en parler. Surtout que nous sommes de la zone ; il s’agit de nos parents. Nous devons être très prudents. »

Des cadavres enterrés à la sauvette

Plusieurs personnes ont rapidement fait état de fosses communes aperçues non loin des campements où avaient eu lieu les arrestations. « Dans une fosse à Tagabatt, les parents ont trouvé cinq cadavres qu'ils ont reconnus formellement. Alors qu'ils s'apprêtaient à déterrer d'autres corps à un autre endroit, un avion a survolé la zone et ils ont pris la fuite. » Trois ou quatre autres sites pouvant contenir des cadavres enterrés à la sauvette sous le sable, à peine dissimulés par des branchages d'épineux, ont été repérés. « Mais ils n'ont pas reçu de visite parce que la population a pris peur. » Sur les photos prises à l'aide de téléphones cellulaires, on voit les tâches de décomposition des cadavres dans le sable ocre, des sandales, quelques objets, un pied.

Les élus et les leaders traditionnels ne se sont pas rendus sur les lieux pour déterrer les cadavres. C'est une chose presque impossible à faire. Inatès est une zone d'insécurité, très dangereuse, et l'état d'urgence, en vigueur depuis 2017, restreint étroitement les déplacements.

A Inatès, ça fait longtemps déjà que le téléphone cellulaire ne capte plus grand-chose : les opérateurs ne réparent plus les installations. Il n'y a plus d'école. Plus de centre de santé. A cause de l'état d'urgence. Quant à l'unique marché, à Ayorou, sur le fleuve Niger, « les gens n'y vont plus pour se ravitailler parce qu'ils ont peur de se faire arrêter. »

Le 27 mars au soir, raconte un témoin en tamachek, la langue touareg, « ils sont venus chez nous à Tabareybarey, à 5km d'Ayorou. Ils ont trouvé et ligoté 11 des nôtres, des vieillards de 60 ans et des jeunes de 25 ans et ils les ont emmenés. » Depuis, nul ne sort plus d'Ayorou en direction de l'Est. « Les militaires y ont pris position et menacent toute personne qui vient. » Tabareybarey est un camp de réfugiés maliens. Toutefois, les personnes arrêtées sont des Nigériens.

Le 28 et le 29, les arrestations ont eu lieu sur le chemin du marché d'Ayorou et au retour. Un vieux se présentant comme membre de la chefferie témoigne, toujours en tamachek, qu'à Ayorou, des jeunes ont été arrêtés par un convoi de voitures. On a ensuite retrouvé deux fosses, contenant chacune 5 corps. « On n'a pas pu identifier les 5 premiers mais dans la deuxième fosse, on a trouvé les corps de 5 Peuls. »

Un autre signale ses deux jeunes voisins, sur leurs dromadaires, disparus sur la route du marché, puis quatre autres, deux Bellas et deux Peuls, au sort semblable.

L'intervention dans les campements

Le 2 avril, les forces armées interviennent dans les campements. Elles arrêtent les jeunes dans les familles, derrière les troupeaux, au bord des puits. « Nous étions chez nous quand on nous a dit que des véhicules étaient en train de circuler dans le campement. Il y a eu des arrestations ; ils ont entassé les jeunes dans les voitures. Le soir, nous avons cherché et nous avons découvert une fosse commune. Nous y avons trouvé les corps de 5 jeunes de chez nous que nous avons reconnus. Leurs visages étaient bandés et leurs mains ligotées. »

Un autre, un vieil homme émacié, témoin de la même scène, décrit la panique, au puits, « lorsqu'on a entendu que des voitures approchaient. Tous ceux qui le pouvaient se sont enfuis. Le soir, de retour au puits, on nous a dit que des jeunes avaient été arrêtés et emmenés. » Autre témoignage, même situation : « Les jeunes gens arrêtés étaient de chez nous, des voisins de notre campement. On a fait des recherches et découvert deux fosses. L'une contenait 5 corps et l'autre d'autres cadavres. » A Tagabatt, affirme l'homme, 5 personnes ont été arrêtées le dimanche 29. Et après, encore 15 autres jeunes gens, au même endroit. Des leaders des communautés peules et touaregs du Nord Tillabéri ont publié tout récemment un document anonyme complétant la liste en bleu par d'autres exactions commises dans la même région : des arrestations suivies de meurtre, des tortures, des incendies de campements. Le document n'est pas signé, de peur de représailles. Tous les états-civils des personnes arrêtées y figurent, en revanche.

Selon ce document, dans le département de Ouallam, plus à l'Est, 5 éleveurs peuls sont arrêtés le 20 octobre 2019 au marché de Sinagodar et retrouvés morts. Le 20 février 2020, 5 autres sont contrôlés au poste de sécurité de Tilloua ; l'un d'eux est libéré le lendemain ; les autres ont disparu. Le 25 février 2020, 5 autres sont exécutés et enterrés à un km de leur village, Bisso. Le 2 mars, un père de famille est arrêté au marché de Banibangou et retrouvé mort le lendemain. Le 15 mars, un berger est

tué auprès du puits où il abreuvait ses animaux. Le 25 mars, 13 personnes du village d'Adabdabe sont arrêtées et exécutées, dont trois sexagénaires. Le 5 avril, suite à l'attaque d'une position de la gendarmerie de Banibangou, des personnes sont arrêtées, de plusieurs ethnies, dont une femme. Neuf sont torturées et abandonnées. Les 7 autres sont emmenées à Ouallam. La femme décède des suites de ses blessures.

A Inatès, la liste des disparus s'allonge encore. De deux chameliers, le 28 janvier, et de deux cousins, fils et neveu d'un habitant assassiné par les djihadistes, le 1^{er} février. A Ayorou, le 3 avril, 12 éleveurs peuls sont arrêtés auprès d'un puits et exécutés. Le 12 avril, dans la commune d'Anzourou, 9 éleveurs sont arrêtés en deux groupes, 2 sont libérés, 3 auraient été exécutés et on est sans nouvelle des 4 derniers.

Dans le département de Torodi, près de la frontière du Burkina, un homme et son neveu sont tués dans la maison d'un chef de village, le 24 mars.

Une autre source, s'exprimant au nom de la communauté daussak à Menaka, fait état de 17 hommes appartenant à la communauté daussak touareg tués entre le 23 février et le 4 mars par les forces de défense et de sécurité nigériennes, près de Banibangou.

Quelques jeunes embrigadés

Il faut remonter à la répression des rébellions touareg pour retrouver des massacres de civils de cette ampleur au Niger. Certes, la lutte antiterroriste dans l'Est du pays, dans la région de Diffa, a aussi été émaillée de nombreuses bavures et arrestations abusives. Mais cette fois, c'est différent. Les forces armées nigériennes semblent avoir délibérément choisi de terroriser ou de punir certaines ethnies.

« Nous sommes entre le marteau et l'enclume. On accuse nos enfants, alors que dans la région Nord de Tillabéri aujourd'hui, rares sont les ethnies qui ne sont pas impliquées (dans le terrorisme). Mais dans toute chose, il y a les plus forts et les plus faibles », soupire un leader communautaire bella.

« C'est vrai, il y a les djihadistes qui ont, malheureusement, endoctriné quelques enfants de notre communauté et à cause de ça, de l'autre côté, on nous juge mal. On souffre beaucoup. On voudrait vraiment convaincre l'Etat que nos communautés veulent la paix. Mais c'est un peu difficile car

même si on parvient à récupérer tous les jeunes qui sont dans cette affaire (terroriste), les raisons profondes qui les ont poussés, elles sont toujours là. Tant que des gens continueront à venir d'ailleurs, piller, voler les animaux, tuer des familles sans défense, il y aura certainement des jeunes pour se radicaliser », conclut-il.

Des centaines de milliers de déplacés

Depuis début avril, 614 ménages ont rejoint les centaines de milliers de déplacés que compte désormais le Niger, fuyant la zone de Tabagatt, fuyant l'armée nigérienne.

Aucun témoin ne fait état de la présence de soldats occidentaux aux côtés des militaires nigériens lors des ratissages. Mais ils ne sont pas loin. Des détachements de l'armée française et de l'armée américaine sont présents à la caserne de Ouallam, où est basée la patrouille Almahaou. Et des légionnaires du 2^e REP sont actuellement déployés dans le Liptako nigérien.

NDLR

Tout ceci se passe assez loin de notre région, mais des interventions de ce genre surviennent tout au long des zones frontières, tant à l'ouest, frontière avec le Mali que dans le sud, frontière avec le Nigéria.

Rions un peu

Tous masqués : cherchez l'intrus



De Sahel vergroent in sneltempo, met dank aan lokale boeren

‘Geassisteerde natuurlijke regeneratie’ zorgt voor revolutie in landbouw en leefomstandigheden

10-01-19, 06.00u - [Ben Van Raaij](#)

De Sahel staat vanouds voor droogte en hongersnood, maar grote delen zijn tegenwoordig schitterend groen en vruchtbaar. 250 miljoen bomen zijn erbij gekomen, allemaal dankzij lokale boeren, zo leert een rondtocht door Zuid-Niger.

Dan Saga: Stille revolutie

Dertig jaar geleden was alles hier kaalgekapt, wijst Ali Miko. Nu zijn de akkers waar de 40-jarige boer uit Dan Saga, Zuid-Niger, net zijn gierst en boontjes heeft geoogst, bezaaid met bomen en struiken. “In 1984 stonden hier in de regio Maradi twee, drie bomen op een hectare, nu zeker honderd.”

Miko beent met grote passen over zijn akker. “Ik heb dertig boomsoorten op mijn land”, vertelt hij trots. Hij laat zien hoe hij jonge sprietten bij snoeit zodat ze sneller groeien. “Mijn oogsten zijn drie keer zo groot als vroeger, en zonder kunstmest. Mijn vrouw en ik nemen daarom nog een kind.”

Een stille revolutie heeft zich voltrokken in Niger, een van de armste (en, met gemiddeld zeven kinderen per vrouw, snelst groeiende) landen ter wereld. Zuid-Niger, een uitgeput, uitgemergeld land dat in de jaren 70 en 80 werd geteisterd door langdurige droogten, misoogsten en hongersnoden, waar

de Sahara oprukte en dat alleen nog met westerse voedselhulp leek te kunnen overleven, is veranderd in een groen, vruchtbaar parklandschap.

“Niemand had het in de gaten”, zegt Chris Reij, expert duurzame landbouw bij het World Resources Institute, die deze vergroening twaalf jaar geleden na een bezoek aan Niger en via satellietbeelden op het spoor kwam. “Zes miljoen hectare, 250 miljoen bomen, geheel onder de radar gebleven.” De grootste milieuverbetering in Afrika, niet te danken aan westerse hulporganisaties, maar aan lokale boeren.

‘Mijn oogsten zijn drie keer zo groot als vroeger. Mijn vrouw en ik nemen daarom nog een kind’

ALI MIKO, BOER UIT DAN SAGA

Het geheim? Dat zijn de bomen, en één boomsoort in het bijzonder: de inheemse gao (*Faidherbia albida*). “Een echte wonderboom”, in de woorden van agronoom Abasse Tougiani van het Nationaal Instituut voor Landbouwkundig Onderzoek in Niamey, de hoofdstad van Niger. Zijn enorme wortelstelsel houdt het regenwater vast en beschermt de bodem tegen erosie. Zijn bladeren nemen stikstof op uit de lucht en geven die als ze vallen als natuurlijke bemesting af aan de grond.

Uniek ook aan de gao is dat zijn bladerkroon groeit in de droge tijd, en dan de grond beschaduwde en koelt (dit kan meerdere graden schelen, cruciaal voor de overleving van - bodemorganismen en zaden), en afvalt aan het begin van het groeiseizoen, als het kiemend zaad op de akker zonlicht en compost nodig heeft. Gesnoeide takken zijn bovendien prima brandhout, de peulen veevoer, en vermalen schors helpt tegen maagpijn, hoofdpijn en aambeien.

Soyons optimistes, il s'agit du sud du Niger alors qu'Azawagh plante des arbres à 300 km plus au nord, dans une zone encore plus désertique. Cependan « Il ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait »
Mark Twain